

# Comité pour la libération d'Öcalan

---

## DOSSIER D'INFORMATION

Juillet 2016

**La libération d'Abdullah Öcalan serait une garantie pour l'aboutissement du processus de paix en Turquie**

---

## Sommaire

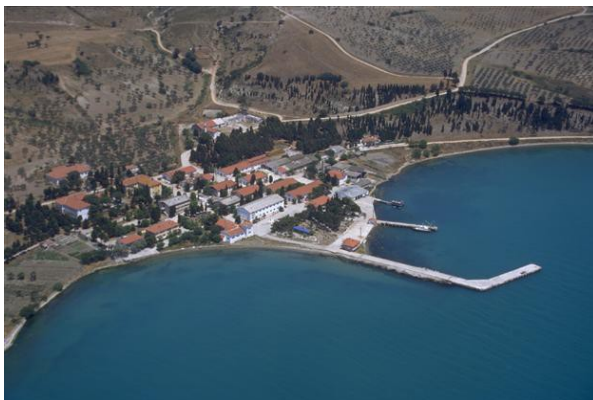
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>3</u>
<u>SITUATION ACTUELLE.....</u>	<u>4</u>
<u>LA DELEGATION D'IMRALI POUR LA PAIX À ISTANBUL .....</u>	<u>6</u>
<u>LA DELEGATION D'IMRALI POUR LA PAIX A STRASBOURG .....</u>	<u>9</u>
<u>PERIODE DE TRANSFORMATION.....</u>	<u>11</u>
<u>LES EFFORTS POUR LA PAIX ET LEURS RESULTATS.....</u>	<u>11</u>
<u>IMPACT SUR LE MOYEN-ORIENT.....</u>	<u>12</u>
<u>ISOLEMENT.....</u>	<u>13</u>
<u>ISOLEMENT: FAITS ET CHIFFRES.....</u>	<u>15</u>
<u>LA REALITE EN TURQUIE ET LA SEULE VOIE POUR LA PAIX.....</u>	<u>16</u>

## INTRODUCTION

En 1998, La Turquie menaça d'attaquer la Syrie si celle-ci refusait d'expulser le Leader kurde Abdullah Öcalan. Suite à ces menaces, Abdullah Öcalan quitta la Syrie et se rendit en Europe dans le dessein de promouvoir une solution politique à la question kurde. Cependant, du fait des pressions continues de la Turquie, aucun Etat européen n'accepta de lui accorder l'asile. Finalement, Öcalan se retrouva au Kenya.



Le 15 février 1999, Öcalan fut kidnappé au Kenya par des agents spéciaux turcs, dans le cadre d'une opération secrète menée avec la collaboration de plusieurs services de renseignement, notamment la CIA et le Mossad. A l'époque, le département d'Etat des Etats-Unis admit d'ailleurs cette collaboration. L'arrestation de « l'ennemi numéro un » de la Turquie fut acclamée par les autorités d'Ankara comme une victoire contre les Kurdes qui se révoltaient massivement contre les politiques de négation et de discrimination ; cette révolte étant dirigée depuis 1980 par Öcalan. L'arrestation du leader kurde a été perçue par les Kurdes comme le résultat d'un « complot international » impliquant les services secrets de plusieurs Etats. Elle suscita beaucoup d'indignation et de gros mouvements de protestation partout dans le monde.



L'arrestation d'Öcalan fut suivie d'un procès mis en scène durant lequel les procureurs turcs ont cherché à dépeindre le leader kurde comme un « terroriste ». Pourtant, le PKK avait toujours mené sa lutte armée dans le respect du droit international. En 1995, il avait d'ailleurs signé la convention de Genève de 1949 et ses protocoles additionnels.

A partir de cette date, cette lutte armée était soumise aux conventions de Genève, mais cela a

été complètement ignoré par la Turquie et ses alliés. Malgré son emprisonnement, Öcalan s'est pleinement investi dans la recherche d'une solution pacifique.

Dans ce cadre, Öcalan a utilisé ses droits de la défense pour la quête de la paix et de la réconciliation entre les Turcs et les Kurdes, sur la base de la reconnaissance des différences nationales et culturelles des Kurdes, au sein d'un Etat unitaire. La défense d'Öcalan fut primordiale à un moment où la Turquie était au bord de la guerre civile. Elle a empêché la Turquie de sombrer dans une guerre civile entre Turcs et Kurdes.



Invokant le caractère inéquitable du procès, les avocats d'Öcalan portèrent l'affaire devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH). En 2003, la Cour jugea qu'Öcalan n'avait pas bénéficié d'un procès équitable, que ses droits de la défense avaient été restreints et qu'il avait été confronté à des conditions inhumaines dans la prison d'Imrali. Malheureusement, la CEDH n'est pas allée jusqu'au bout de sa mission. Elle n'a pas cherché à faire la lumière sur les circonstances de l'arrestation d'Öcalan,

ni à savoir si cela constituait une violation des dispositions de la Convention. Cette position permet à l'Etat turc de continuer ses politiques d'isolement et empêche de faire pression sur la Turquie pour qu'elle s'engage dans un processus de paix. Durant les 16 ans d'emprisonnement d'Öcalan, le Comité pour la Prévention de la Torture (CPT) a effectué plusieurs visites dans la prison d'Imrali et considéré que les conditions de détention d'Öcalan, notamment son isolement, constituaient des traitements inhumains. Mais cela n'a jamais abouti à des sanctions à l'encontre de la Turquie.

## **SITUATION ACTUELLE**

### **Le coup d'Etat manqué en Turquie et l'agenda anti-kurde d'Erdogan**

Le 15 juillet 2016, une tentative de coup d'Etat a été mise en échec en Turquie. Ce coup d'Etat avorté va cependant avoir des conséquences importantes. Il est important de comprendre que ce processus de coup d'Etat a été entamé le 7 juin 2015, lorsque Erdogan a perdu les élections et qu'il est intervenu pour en changer les résultats par des manœuvres anti-démocratiques. Il convient de faire une analyse globale du coup d'Etat afin de bien comprendre les conséquences qui pourraient en découler.

Avant tout, il faut préciser que ce coup d'Etat n'a pas été mené par les Gulenistes. Cependant, en raison du conflit entre l'AKP et la confrérie Gulen, il est probable que des sympathisants de celle-ci y aient pris part. En affirmant que les Gulenistes sont à l'origine de cette tentative de coup d'Etat, les dirigeants turcs cherchent à éliminer tous les partisans de Gulen. En attribuant le coup d'Etat aux Gulenistes, ils espèrent par ailleurs rallier les soutiens dans le but de se venger des comploteurs. Autrement, ils veulent faire d'une pierre deux coups.

Il est évident que cette tentative a été soutenue par une large partie de l'armée. Si ses auteurs avaient été plus professionnels dans sa planification et son exécution, elle aurait pu aboutir. A

cet égard, on ne peut dire qu'elle est le fait des Gulenistes ou d'une minorité. La présence de ceux-ci dans l'armée n'est pas assez importante pour instiguer un putsch.

La plupart des comploteurs engagés dans la guerre contre les Kurdes au Kurdistan n'étaient pas impliqués dans le coup d'Etat en pratique, mais il s'est avéré que beaucoup de généraux en fonction dans la région l'avaient soutenu. Ils devaient être prudent parce que leur participation directe aurait grever leurs efforts de guerre contre les Kurdes. Plusieurs ont néanmoins été arrêtés.

### **La persistance dans la guerre a renforcé les comploteurs**

Incapable de résoudre la question kurde, l'AKP a dévié l'année dernière vers une guerre de destruction à l'encontre du mouvement de libération nationale. Le 7 juin 2015, le mécanisme de coup d'Etat était déjà enclenché. Il s'est manifesté dans la formation d'une coalition fasciste. Quand Erdogan a dévié vers la guerre, l'armée est devenu l'acteur principal. Tayyip Erdogan et l'AKP sont devenus dépendants de l'armée dans leur guerre contre le mouvement de libération kurde.

Quand Erdogan a décidé d'intensifier la guerre et envoyé l'armée détruire les villes kurdes, le mécanisme de coup d'Etat a été mis en place. Pendant la guerre, l'armée s'est renforcée face à Erdogan. Parce que c'est uniquement dans les moments de guerre contre le mouvement de libération kurde que l'armée peut devenir un acteur central dans la politique turque.

### **« Nous faisons la guerre, donc nous devons faire la politique »**

Les comploteurs sont issus d'une nouvelle aile nationaliste, distincte des *Ergenekonistes* [Etatistes nationalistes traditionnels]. Cette nouvelle tendance a été formée par une opposition aux politiques de l'AKP. On peut même dire que les changements dans la politique étrangère de l'AKP (renouveau des relations avec Israël et la Russie et changement de la politique à l'égard de l'Egypte, de l'Irak et de la Syrie) ont pu stimuler cette nouvelle formation. Les comploteurs qu'on peut également qualifier de « néo-nationalistes » ont par ailleurs suivi de près les relations complices entre l'AKP et l'EI. S'ils avaient réalisé le coup d'Etat, il auraient déclenché des poursuites contre l'AKP pour son soutien à l'EI.

Il semble que l'approche des comploteurs ait été la suivante : « la question kurde est le principal problème politique en Turquie et nous sommes sur la ligne de front, donc nous devons déterminer la politique de la Turquie. » Quand les gouvernements civils n'ont pas de politique pour résoudre la question kurde, les mécanisme de coup d'Etat sont systématiquement à l'œuvre. Le fait que les putschistes se soient donné le nom de « Conseil de la paix dans le pays » démontre le volonté de déterminer la politique quand il s'agit de la question kurde. En résumé, leur approche consistait à dire : « ceux qui combattent le PKK doivent diriger la Turquie et déterminer la politique ».

### **Après la tentative de coup d'Etat, le nationalisme sectaire va engendrer un EI turc**

Après la mise en échec de la tentative de coup d'Etat, l'AKP et ses alliés ont déclaré être des forces démocratiques et des représentants de la volonté du peuple. L'AKP aspire maintenant à renforcer son emprise sur le pouvoir et son système anti-kurde et anti-démocratique. De ce point

de vue, la perception de l'AKP et de ses alliés comme des défenseurs de la démocratie est une évolution dangereuse qui permet à l'AKP de mettre en œuvre plus aisément ses politiques anti-kurdes et anti-démocratiques.

Etant donné que les alliés de l'AKP sont le Parti du Mouvement nationaliste (MHP) et les nationalistes chauvinistes, on peut s'attendre à une recrudescence des sentiments anti-kurdes et des approches anti-démocratiques.

Ces forces se sont rapprochées davantage après la tentative de coup d'Etat. Cela va conduire à une aggravation des politiques génocidaires à l'encontre des Kurdes.

### **Ce que va faire l'AKP et ce qui incombe aux forces démocratiques**

On entend des déclarations selon lesquelles la mise en échec de cette tentative de coup d'Etat devrait mener à des opportunités de démocratisation. Ces appels partent de bonnes intentions, mais encore faudrait-il qu'ils soient suivis d'effet. Les tentatives de coup d'Etat peuvent être entravées par la démocratisation. Néanmoins, la rhétorique anti-putsch de certains n'a pas de fondement démocratique. Elle est liée au contraire à la lutte pour le pouvoir. Ces gens ne sont ni des démocrates, ni des anti-putschistes. Ils ont eux-même pris le pouvoir par un coup d'Etat contre la démocratie. Pour cette raison, on ne peut attendre d'eux la démocratisation. Ils vont se servir du coup d'Etat pour dissimuler leur véritable visage et leurs véritables intentions.

Ainsi, attendre de l'AKP qu'il fasse des avancées pour démocratiser le pays en réponse à cette tentative de coup d'Etat ne pourrait mener qu'à la déception.

Il faudrait observer de plus près Erdogan et les alliances de son Gladio. On ne peut rien attendre de cette coalition, sinon des sentiments anti-kurdes et des évolutions anti-démocratiques. Et quand l'AKP se sera débarrassé de ses alliés, les groupes nationalistes sectaires vont se radicaliser et devenir la version turque de l'EI. Une version plus radicale des Frères musulmans sera créée dans la région sous l'égide politique et idéologique de l'AKP. Il y a également des factions nationalistes et sectaires au sein des forces de police. Erdogan a pu voir les actions de ces groupes durant la tentative de coup d'Etat.

### **La police va devenir une force alternative à l'armée**

Les forces démocratiques doivent réanalyser la situation après l'attentat de putsch. L'AKP va chercher à éliminer toutes les forces démocratiques. Il va tenter de soumettre à ses règles toutes les factions de la société. Tout groupe d'opposition va être qualifié de partisan de coup d'Etat et brutalement éliminé. Si les forces démocratiques n'agissent pas pour changer la situation, Erdogan va forcer tout le monde à la soumission. A cet égard, les forces démocratiques doivent bien voir la réalité de l'AKP et de ses alliés et former un nouveau front de résistance.

### **LA DELEGATION D'IMRALI POUR LA PAIX À ISTANBUL**

Ce n'est pas seulement inquiétant pour le peuple kurde, mais aussi pour les nombreuses personnes : des universitaires, des militants et des politiciens des droits humains de renommée internationale. Ces personnes qui n'ont pas accepté le massacre continu de personnes ont formé une initiative appelée la délégation de paix Imrali.

Cette initiative a été soutenue par de nombreuses personnalités à travers le monde, notamment :

- . Noam Chomsky, professeur émérite de l'institut de technologie du Massachusetts et auteur américain
- . Mauro Palma, président du comité contre la prévention de la torture du Conseil de l'Europe, Italie
- . Tariq Ali, écrivain, journaliste et réalisateur, Grande Bretagne
- . Dr Felix Padel, professeur à JNU, Delhi et auteur, Inde
- . Prof David Graeber anthropologiste, Ecole de Londres en Économie, auteur et militant social Grande Bretagne
- . Baronne Helena Kennedy QC Maison des Lords, Grande Bretagne
- . Baronne Baroness Jenny Jones, Maison des Lords, Grande Bretagne
- . Mark Thomas, militant politique satiriste, auteur et journaliste, Grande Bretagne
- . Jeremy Hardy, comédien, acteur, écrivain et militant, Grande Bretagne
- . John Holloway, professeur en sociologie et auteur, Mexico
- . Dr Norman Paech, professeur en droit constitutionnel et international, université d'Hambourg, refaité et homme politique, Allemagne
- . Dr Dafydd Iwan, ancien président du parti Plaid Cymru, Pays de Galle
- . Dr Bill Bowring, professeur de droit à l'Ecole de Droit, Birkbeck, Université de Londres et auteur, Grande Bretagne
- . Mike Mansfield QC President de la société Haldane des avocats socialistes, Grande Bretagne
- . James Kelman, écrivain et lauréat du prix Booker, Écosse
- . Bruce Kent, Vice-President de Pax Christi, Grande Bretagne
- . Dr Derek Wall, écrivain et coordinateur international du Parti des Verts, Grande Bretagne
- . Bert Schouwenburg, fonctionnaire international, GMB, Grande Bretagne
- . Stephen Smellie, coordinateur adjoint d'UNISON, Écosse
- . Grahame Smith, secrétaire général du congrès de l'union des syndicats écossais, Écosse
- . Nick Hildyard, conseiller politique, Grande Bretagne
- . Louise Christian, Vice-Présidente de la société Haldane des avocats socialistes, Grande Bretagne
- . Tony Simpson de la fondation pour la paix Bertrand Russell, Grande Bretagne
- . Ara Sarafian, directeur de l'Institut Gomidas, Grande Bretagne
- . Alastair Lyon avocat, Birnberg Peirce Solicitors, Grande Bretagne
- . Matt Foot, avocat, Birnberg Peirce Solicitors, Grande Bretagne;
- . Bronwen Jones, avocat pour la Chambre Goldsmith, Grande Bretagne
- . Johannes de Jong, directeur de la fondation politique chrétienne pour l'Europe (CPFE), Pays Bas
- . Feroze Mithiborwala, militant international réputé et secrétaire général du forum Inde Palestine qui s'est rendu récemment en Syrie, en Inde, conduit par l'avocat de Nelson Mandela.
- Judge Essa Moosa, un groupe (Dimitri Roussopoulos, co fondateur de l'institut transnational d'écologie sociale, Quebec, Canada
- . Janet Biehl, écrivaine, traductrice, artiste, États Unis
- . Federico Venturini, Ecole de géographie, Université de Leeds; membre du conseil consultatif de l'Institut transnational de l'écologie sociale, Grande Bretagne
- . Dr Thomas Jeffrey Miley, lecteur en sociologie politique, université de Cambridge, Grande Bretagne
- . Dr Radha D'Souza, lecteur en droit et militant pour la justice sociale, Grande Bretagne
- . Andrej Hunko, député allemand du parti de gauche d'Aachen, Allemagne
- . Eirik Eiglad, écrivain, traducteur, et New Compass Press, Norvège

- . Edgar de Jesús Lucena González, membre de l'assemblée nationale du Venezuela
- . Joe Ryan, President de la justice de Westminster, Grande Bretagne

La délégation a adressé une requête au ministère de la justice turque pour visiter la prison d'Imrali. Elle a mené plusieurs réunions à Istanbul en attendant une réponse du Ministère de la Justice. Cependant, les autorités turques n'ont jamais répondu. Voici un résumé du rapport de la délégation :

### **ISOLEMENT D'ABDULLAH ÖCALAN**

L'escalade du conflit a coïncidé avec l'isolement total du chef du mouvement de libération kurde, Abdullah Öcalan, qui, depuis sa cellule solitaire dans la prison sur l'île d'Imrali, a été un acteur essentiel et une voix cohérente appelant à la paix. Pourtant, le fait même qu'Öcalan soit en prison est un problème, même au cours des pourparlers qui ont eu lieu pendant deux ans à partir de Mars 2013. Son emprisonnement pour négocier avec ses ravisseurs est en soi un inconvénient inhérent. De plus, en prison, il ne peut pas consulter sa circonscription. Avant que les négociations de fond puissent commencer, l'Etat doit d'abord le libérer, comme Nelson Mandela a été libéré avant - pas pendant ou après - les négociations en Afrique du Sud. Jusqu'à la libération d'Öcalan, aucun pourparler et négociations réelles ne peuvent avoir lieu. Mandela a souligné que seules les personnes libres et non prisonnières ne peuvent négocier, au nom de son peuple, pour une solution politique.

### **LA SEULE SOLUTION VIABLE**

Ni le Parti travailleurs du Kurdistan (PKK), ni l'armée turque ne pourront jamais l'emporter de façon décisive dans une guerre qui ne fait qu'aggraver les crises humanitaires graves dans le pays ; le processus de paix offre la seule solution et Öcalan, le porte-parole en chef du mouvement kurde, est essentiel à ce processus. Aucun progrès vers une solution ne peut être réalisée sans la participation d'Öcalan.

### **LA DELEGATION INTERNATIONALE DES DIX MEMBRES POUR LA PAIX**

Le 14 Février, une délégation internationale de dix membres réunis à Istanbul pour tenter d'aider à relancer le processus de paix turco-kurde, qui a été suspendue depuis le printemps 2015. Le chef de la délégation, le juge Essa Moosa de la Haute Cour d'Afrique du Sud, au nom de la délégation, a écrit une lettre au ministère turc de la Justice le 3 Février avec a demande de deux réunions : l'une avec le Ministère, pour discuter des voies et moyens de reprendre le processus de paix entre le gouvernement turc et Öcalan; et la seconde, avec Abdullah Öcalan à Imrali pour discuter de la même question. Nous avons demandé que les réunions aient lieu le 15 Février, car cela coïncidait avec le dix-septième anniversaire de la capture et de la détention d'Öcalan. Le juge Moosa qui a auparavant agi pour Nelson Mandela, alors qu'il était emprisonné à Robben Island et ailleurs et a été impliqué dans le processus de négociation en Afrique du Sud.

### **DEMANDE D'AUDIENCE**

Malheureusement, la délégation ne s'est vu accorder aucune des deux réunions demandée. Le 15 Février, le Ministère a accusé réception de la lettre, mais n'a pas pris la peine d'accepter formellement ou de rejeter la demande. Au-delà de cette simple reconnaissance, il n'a donné aucune réponse au moment où la délégation a quitté la Turquie. La délégation n'a pas eu l'occasion d'engager le Ministre de la Justice et Öcalan sur la question de la reprise du processus de paix.



## **RÉUNIONS**

La délégation, quant à elle, a rencontré des représentants de diverses organisations politiques et sociales qui nous ont informé sur la situation très inquiétante du pays. Ils ont également rencontré les avocats et les organisations d'avocats, qui ont été profondément impliqués dans la défense des membres du mouvement de libération kurde contre des accusations criminelles, et qui ont, eux-mêmes, fait l'objet de beaucoup d'intimidation et de persécution par l'État.

## **DE LA PAIX A LA GUERRE**

Au cours de la période actuelle d'isolement d'Ocalan depuis Avril 2015, le gouvernement Erdoğan a évolué à partir d'un pied de paix au pied de guerre. Le passage du rétablissement de la paix à la guerre a coïncidé avec l'isolement total d'Ocalan. Il entre dans la dix-huitième année de sa détention, et mène une vie solitaire. Deux autres prisonniers qui étaient autrefois présents à Imrali ont été transférés vers d'autres prisons de haute sécurité. Le seul contact humain qu'est Öcalan est avec ses gardes. Pas même sa famille ne peut lui rendre visite. Ses avocats, qui n'ont pas été en mesure de lui rendre visite depuis 2011, s'appliquent à demander une visite au moins une fois par semaine, mais ils l'ont demandé 600 fois et ont essuyé à plusieurs reprises des refus avec pour excuses absurdes que le bateau est cassé. Personne n'a été autorisé à se rendre à Imrali depuis les derniers délégués du HDP le 5 Avril 2015. Aucune information n'a été donnée depuis. Il souffre d'une mauvaise santé et son accès aux soins médicaux est limité. Pendant ce temps, la situation dans le pays s'est rapidement détériorée après les élections et le processus de paix s'est interrompu. Les villes sont devenues des zones de guerre, pilées par l'artillerie lourde et des tirs de char. Des enfants ont été tués. Les parents et grands-parents sont abattus dans les rues, mais à cause du couvre-feu, leurs corps n'ont pu être récupérés pendant des périodes prolongées. Certaines forces de police sont autorisés à tirer sur toute personne en toute impunité, sans crainte des conséquences. Ces forces spéciales ne sont pas commandées par les gouverneurs locaux, mais sont directement liés au gouvernement. A Cizre, les gens, dont de nombreux civils qui ont trouvé refuge dans trois sous-sols différents ont été tués, et même brûlés vifs, et maintenant l'Etat est en train de détruire les bâtiments pour éliminer les preuves. La violence contre les femmes est en hausse. Les femmes sont tuées, puis déshabillées et humiliées. Ces faits constituent des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ils violent la Troisième Convention de Genève, à laquelle la Turquie s'est engagée et ils répondent aux critères des Nations Unies pour le génocide.

## **LA DELEGATION D'IMRALI POUR LA PAIX A STRASBOURG**

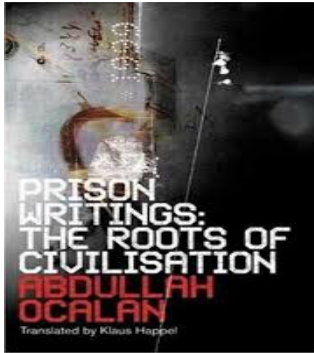
La délégation internationale de la paix a poursuivi ses travaux en raison de l'urgence de la situation et a décidé de visiter les institutions les plus suprêmes dans le cas Ocalan. Avec 50 universitaires qui ont répondu positivement à leur appel, la délégation internationale pour la paix était en Strasbourg entre le 18 et le 22 Avril 2016 pour rencontrer le Conseil européen et le CPT. La délégation, tout en se joignant à la veillée continue qui se poursuit depuis quatre ans, (25 juin 2012) devant le Conseil européen, a également organisé des réunions avec le Cabinet de la Commission européenne du Secrétaire général, les groupes politiques de l'Assemblée parlementaire, les délégations des pays membres et le CPT. La délégation a rédigé cette résolution à l'issue de ses réunions :

A la lumière des circonstances, nous, membres de la délégation internationale de la paix, déclarons à l'unanimité ce qui suit :

- Nous appelons le gouvernement turc et Abdullah Öcalan à la reprise du processus de paix comme une question d'urgence. En Décembre 2012, l'archevêque émérite Desmond Tutu en tant que président des Anciens, qui a été fondé par Nelson Mandela, dans une note personnelle au Premier Ministre, Recep Tayyip Erdogan a déclaré que «la paix est meilleure que la guerre" et a lancé un appel au Premier ministre de reprendre le processus de paix avec Abdullah Öcalan.
- Pour que les négociations de paix véritable prennent place afin de résoudre la question kurde en Turquie, Abdullah Öcalan, acteur essentiel, doit être libéré sans condition de la prison, pour lui permettre de prendre sa place à la table de négociation pour la durée de la résolution de la question kurde en Turquie et pour la démocratisation de la Turquie.
- Nous appelons le gouvernement turc à niveler le terrain de jeu par, entre autres, la légitimation du PKK et d'autres organisations interdites, libérant tous les prisonniers politiques et permettant aux exilés de revenir à la Turquie de participer au processus de paix.
- Nous devons faire pression sur nos gouvernements respectifs et sur les organisations non gouvernementales pour faire pression sur le gouvernement turc à reprendre le processus de paix comme une question d'urgence et dans les pays où le PKK est considéré comme une organisation terroriste et Abdullah Öcalan, répertorié comme un terroriste, que la pression soit mise sur ce gouvernement pour les retirer de cette liste car ce sont un mouvement de libération et un combattant de la liberté en termes d'instruments internationaux des droits humains.
- Nous appelons les organisations internationales des droits de l'homme pour enquêter, comme une question d'urgence, l'abus des droits humains perpétrés par les autorités turques contre la population civile dans les zones de conflit et d'évaluer et de déterminer si ces violations constituent des crimes de guerre, crimes contre humanité, de génocide et / ou violation de la Convention de Genève.
- Nous demandons au Comité pour la protection contre la torture, ou traitements inhumains ou dégradants du Conseil de l'Europe (CPT), comme une question d'extrême urgence, à visiter Abdullah Öcalan à la prison de l'île d'Imrali pour enquêter sur la violation de ses droits, au titre de la Convention européenne pour la protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales comme un prisonnier politique pour qui le droit d'accès à ses avocats a été violé pendant les 5 dernières années; (Ii) son droit d'avoir accès aux membres de sa famille a été violé au cours des 14 derniers mois; (Iii) son droit de ne pas être complètement isolé de tout contact social a été violée pendant une période indéterminée; et (iv) son droit d'avoir accès aux médecins et/ou à un traitement médical; et de faire un rapport d'urgence sur leurs conclusions au Conseil de l'Europe, au gouvernement turc et à Abdullah Öcalan et à ses avocats.
- Nous appelons la fraternité académique internationale à venir en appui des universitaires dissidents en Turquie dans l'intérêt de la liberté académique et de leur donner moral, matériel, assistance physique et académique.
- Nous appelons les membres de notre délégation à distribuer ce rapport aussi largement que possible au chef de l'Etat, Ministre des Affaires étrangères, Ambassadeurs, fonctionnaires, médias, à la fois sous forme électronique et imprimée, aux organisations de défense des droits humains et des organisations non-gouvernementales dans nos pays respectifs.

## PERIODE DE TRANSFORMATION

Du fait de ces politiques, Öcalan fut confiné pendant de nombreuses années sur l'île-prison d'Imrali dont il était le seul détenu. Le rude climat de l'île a contribué à la détérioration de son état de santé. Mais, malgré toutes ces difficultés, il a continué à exercer une influence sur le mouvement kurde et à jouer un rôle central en tant qu'interlocuteur dans le cadre des pourparlers



avec la Turquie. Les écrits d'Öcalan et les appels qu'il a lancés depuis sa cellule ont conduit à une transformation du paradigme du PKK et l'ont tourné résolument vers la recherche d'une solution politique à la question kurde, à l'intérieur des frontières de la Turquie. Öcalan a par ailleurs appelé les forces armées du PKK à se replier dans une position d'auto-défense.

A partir de ce moment, Öcalan et le mouvement de libération nationale kurde ont maintenu une position constante en faveur d'une résolution pacifique du conflit basée sur la reconnaissance des droits du peuple kurde. Après des discussions continues, ces propositions ont évolué pour aboutir à la revendication actuelle de l' « autonomie démocratique » à l'intérieur des frontières turques, système qui consiste à doter les régions d'un pouvoir d'autogestion dans les domaines politique, social et culturel, ce qui correspond aux revendications clés formulées de longue date par les Kurdes.

Suite à l'appropriation de ces appels par le PKK, Öcalan a préconisé un accord négocié en mettant en avant des propositions détaillées par lesquelles il appelait les deux parties à faire des pas pour mettre définitivement terme à ce conflit. Il a utilisé le statut dont il jouit au sein du peuple kurde pour inciter le mouvement kurde à décréter des cessez-le feu unilatéraux afin de donner une chance à la paix, ce que la guérilla kurde a appliqué de manière répétée, ce malgré les agressions continues de l'armée turque.

## LES EFFORTS POUR LA PAIX ET LEURS RESULTATS

Le premier de ces appels pour la paix a été lancé en 1999, lorsqu'Öcalan a appelé le PKK à cesser le feu et à se replier. Répondant à cet appel, le PKK a retiré toutes ses forces armées en dehors des frontières de la Turquie. Ceci marqua le début d'une trêve qui devait durer 5 ans, la plus longue de l'histoire de ce conflit. Au cours de la même année, Öcalan proposa l'envoi en Turquie de deux groupes de paix composés de membres du PKK, en signe de détermination pour une solution pacifique. Les deux groupes ont effectivement été envoyés en Turquie, mais leurs membres ont immédiatement été arrêtés et purgent encore aujourd'hui les lourdes peines d'emprisonnement auxquelles ils ont été condamnés.

L'Etat turc n'a pas saisi cette opportunité d'entamer des pourparlers de paix. Au moment des émeutes de 2006-2007, Öcalan est à nouveau intervenu, appelant encore une fois le PKK à un cessez-le feu, ce à quoi le mouvement kurde a répondu, sans contrepartie de l'Etat turc.



Le troisième appel d'Öcalan au cessez-le feu et à l'amorce de négociations de paix a été lancé en 2009, au moment où ont commencé les rencontres connues sous le nom de « processus d'Oslo ». Ces rencontres secrètes ont eu lieu de 2009 à 2011 entre Öcalan, une délégation du gouvernement turc et les dirigeants du PKK. Se fondant sur la *Feuille de route pour les négociations* établie par Öcalan en 2009, les parties se sont mises d'accord sur trois protocoles comprenant un plan progressif

pour mettre fin au conflit et aboutir à une solution politique à la question kurde. En 2010, Öcalan a appelé le mouvement kurde à envoyer un autre groupe pour la paix. Répondant à cet appel, un groupe composé de guérilleros et un autre de réfugiés du camp de Mexmûr au Kurdistan d'Irak, sont entrés en Turquie. A la différence des précédents groupes de paix, les membres de ces groupes n'ont pas été immédiatement arrêtés. Ils ont été accueillis avec beaucoup d'enthousiasme par la population kurde qui espérait voir enfin la fin de la guerre.



Le gouvernement turc décida cependant de rompre les pourparlers, et la plupart des membres des groupes de paix furent arrêtés et emprisonnés. Suite à l'escalade de la violence à partir du mois de juillet 2011, Öcalan répondit encore aux demandes de la société civile en appelant à un nouveau cessez-le feu. C'est ainsi que débutèrent les négociations appelées « processus d'Imrali » au début de l'année 2013. Finalement, cette dernière tentative a encore été avortée par le *Président Erdogan quand, en mars 2015, il réalisa que le processus commençait à porter ses fruits, ce qui le conduisit à déclarer : « Il n'y a ni table des négociations, ni question kurde, ni*

*processus de paix »*. Cette déclaration anéantit tout espoir de voir le processus de paix aboutir.

## IMPACT SUR LE MOYEN-ORIENT

Abdullah Öcalan est surtout connu comme le symbole vivant de la lutte du peuple kurde pour sa reconnaissance et son auto-détermination. La négation systématique de ces droits a pavé la voie à d'innombrables massacres et génocides contre les populations kurdes dans différents pays. Les soulèvements contre ces attaques ont conduit à des conflits armés qui ont contribué à l'instabilité générale dans la région du Moyen-Orient. Durant près de quatre décennies, Öcalan a fait des efforts considérables pour passer de la lutte armée à la lutte politique. Grâce à ses efforts continus, une solution politique semblait à portée de main avant que la Turquie ne recommence ses attaques contre les Kurdes en juillet 2015.



Dans le climat politique du Moyen-Orient dominé par le dictat de l'uniformité nationale et religieuse et l'oppression des femmes, Öcalan a développé au cours des 20 dernières années une philosophie politique prônant la mise en œuvre d'une vision alternative de la société. Son idéologie pour la paix milite pour la reconnaissance de droits égaux aux populations quelles que soient leur nationalité et leurs croyances et, en particulier, la reconnaissance des droits et libertés des femmes dans tous les domaines.

Ce paradigme qui est une source d'espoir pour de nombreux groupes ethniques et confessionnels a eu une portée considérable. Sa mise en œuvre dans l'Ouest-Kurdistan (Syrie) a permis de préserver la paix et la stabilité dans cette région appelée le **Rojava**, alors que le reste de la Syrie était plongé dans le chaos.

Au Rojava, l'inclusion dans les administrations cantonales de tous les groupes ethniques et religieux, comme les Assyriens, les Syriques et les Chaldéens, découle directement de la mise en œuvre du modèle prôné par Öcalan. Dans ses écrits et déclarations, Öcalan défend une approche inclusive qui a convaincu nombre de Leaders politiques kurdes et non-kurdes dans cette région.



C'est également l'application de ce modèle au Rojava qui a conduit les forces de cette région à porter secours aux Kurdes Yézidis attaqués par Daesh, de l'autre côté de la frontière, au Kurdistan d'Irak. Au Rojava, le mouvement kurde mène d'ailleurs depuis 2013 un combat acharné contre Daesh.

Les victoires remportées par le mouvement kurde de Syrie contre Daesh ainsi que le succès de son modèle inclusif de coexistence entre différentes communautés ethniques et confessionnelles est lié aux idées et au paradigme d'Öcalan. Les efforts d'Abdullah Öcalan pour la paix et la démocratie n'ont pas seulement été salués par les Kurdes, mais aussi par tous les groupes ethniques et religieux engagés dans la lutte contre Daesh en Syrie. Ce modèle de coexistence inclusive est un outil puissant au service de la paix, de la stabilité et de la prospérité pour les peuples de cette région.

## ISOLEMENT

La dernière rencontre d'Abdullah Öcalan avec ses avocats remonte au 27 juillet 2011. Depuis, Öcalan est isolé du monde extérieur. Ni sa famille, ni ses avocats ne sont autorisés à lui rendre visite. Les communications téléphoniques et épistolaires sont également impossibles.

Même dans la loi turque qui est pourtant très stricte concernant les prisonniers politiques, on ne trouve pas de base légale à cet isolement inhumain. Chaque semaine, les visites sont empêchées sous des prétextes fallacieux, tels que les mauvaises conditions climatiques ou la panne du bateau. Les autorités turques ont cependant déclaré publiquement que les visites étaient empêchées par le gouvernement. En empêchant Abdullah Öcalan de rencontrer ses défenseurs, le gouvernement AKP poursuit clairement l'objectif de réduire au silence la voix kurde la plus influente en faveur de la paix, de la démocratie et des droits humains en Turquie et dans l'ensemble de la région.

Cet isolement délibéré est l'illustration de l'arbitraire du gouvernement AKP qui légitime les violations de la loi à chaque fois qu'il s'agit des Kurdes. L'arrestation en novembre 2011 et l'emprisonnement pendant près de deux ans de 36 avocats du leader kurde est une autre illustration scandaleuse de cet arbitraire.



Mais le vrai scandale réside dans le silence de la communauté internationale. La Convention européenne des droits de l'homme est appliquée dans 47 pays, mais elle ne semble pas s'appliquer à 40 millions de Kurdes, du moins pas pour Abdullah Öcalan. Le Conseil de l'Europe délègue au CPT, un organe qui a très peu de pouvoirs à l'égard des Etats, le contrôle des conditions de détention sur l'île prison d'Imrali, persistant à ignorer le problème. Même la très réputée Cour européenne des Droits de

l'Homme n'a pas pu jusqu'à présent déterminer les circonstances et les conditions d'isolement.

Les Kurdes et leurs amis ont manifesté sans cesse pour exprimer leur soutien à Öcalan et leur rejet des politiques antidémocratiques du gouvernement turc à l'encontre des Kurdes. Plusieurs campagnes de signatures ont été organisées pour sa libération. En 2005 et 2006, 3,5 millions de personnes ont signé une pétition par laquelle ils ont reconnu Abdullah Öcalan comme leur Leader politique.

Le 6 septembre 2012, une seconde campagne de signatures a été entamée pour demander ***“la liberté pour Abdullah Öcalan et tous les autres prisonniers politiques en Turquie”***. Les signataires reconnaissent que la liberté d'Öcalan marquerait un tournant pour la démocratisation de la Turquie et la paix au Kurdistan.” Entamée à Bruxelles, la pétition a recueilli 10,3 millions de signatures, ce qui était remarquable étant donné que la campagne avait été menée dans un climat de répression en Turquie, en Syrie et en Iran, ces trois Etats l'ayant interdite. Des centaines de personnes furent ainsi arrêtées et condamnées à la prison.

## ISOLEMENT: FAITS ET CHIFFRES

- Durant les 16 ans d'emprisonnement d'Öcalan, les visites de sa famille et de ses avocats ont constamment été entravées. Bien que les avocats fussent autorisés à rendre visite à Öcalan une fois par semaine, pendant une heure, ce droit n'a jamais été respecté. Quoiqu'il en soit, à partir du 27 juillet 2011, Öcalan a été empêché de rencontrer ses avocats.
- Au cours de l'année 2012, les avocats d'Öcalan demandèrent à lui rendre visite à 104 reprises. Toutes ces demandes furent rejetées (14 pour cause de mauvaises conditions météorologiques, 73 du fait de la panne du bateau, 16 du fait de la réparation du bateau et 1 pour cause de jour férié).
- Au cours de l'année 2013, 102 demandes de visite des avocats furent rejetées (12 pour cause de mauvaises conditions météorologiques, 86 pour cause de panne du bateau et 4 pour cause de jour férié).
- Durant l'année 2014, 104 demandes de visite des avocats furent rejetées (9 pour cause de mauvaises conditions météorologiques, 86 pour cause de panne du bateau, 6 pour cause de réparation du bateau et 3 pour cause de jour férié).
- Depuis le début de l'année 2015, aucune des 56 demandes des avocats n'a été acceptée (5 ont été rejetées pour cause de mauvaises conditions météorologiques, 27 pour cause de panne du bateau et 24 pour cause de réparation du bateau).



Il va sans dire que tous ces rejets constituent des violations des droits humains. Malgré tous les recours déposés par les avocats, ces violations n'a pas été supprimées par les autorités turques, ni condamnées par les instances européennes. Ces violations ne concernent pas une seule personne, mais aussi des millions de Kurdes qui sont de ce fait réduits au silence.

## LA REALITE EN TURQUIE ET LA SEULE VOIE POUR LA PAIX



L'isolement d'Öcalan dans le contexte actuel en Turquie est politiquement irraisonnable. C'est Öcalan qui a incité la guérilla kurde à décréter plusieurs cessez-le feu. Aucune autre personne n'est capable d'exercer une telle influence sur la guérilla kurde. Ses propositions constructives contenues dans la feuille de route ont servi de socle à trois ans de négociations entre le gouvernement turc et le PKK. Une solution politique était à portée de main, mais le Président turc Recep Tayyip Erdogan a brutalement interrompu les négociations et déclenché une guerre contre les Kurdes.

Ce changement soudain dans la politique de l'AKP ne résout aucun problème, mais en crée de nouveaux. La reprise des affrontements entre la guérilla kurde et l'armée turque a ravivé le conflit. Dans ce contexte, une solution politique semble hors de portée. Mais, tôt tard, la Turquie devra se rendre à l'évidence : la question kurde ne peut être résolue que par le dialogue et la reconnaissance des droits des différents groupes ethniques et confessionnels en Turquie. Avec la montée des partis politiques populaires comme le HDP qui a remporté un score historique aux dernières élections législatives en Turquie, l'appel démocratique des peuples de Turquie pour la paix, pour la démocratisation, pour des réformes politiques, pour l'égalité entre les sexes et pour les droits humains se renforce. Pour arrêter l'effusion du sang, il est primordial que le gouvernement turc reprenne les négociations.

Les actions menées par Öcalan au cours de ces dernières années ont prouvé que le leader kurde est capable de jouer un rôle de médiateur entre les intérêts turcs d'une part et kurdes d'autre part. Cette médiation est la condition sine qua non pour une paix légitime et durable. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement turc qui doit se remettre sur la bonne voie.

Dans ce contexte, la libération d'Abdullah Öcalan est indispensable parce qu'essentielle pour la résolution du conflit. Continuer à isoler Öcalan et à le réduire au silence, c'est continuer à ignorer la question kurde en Turquie et à nier la nécessité d'entreprendre des réformes politiques afin de démocratiser le pays.